

LE CASTING MINISTÉRIEL |

Un gouvernement peu représentatif de la diversité wallonne

Analyse Antoine Clevers

Aucune surprise dans le casting du nouveau gouvernement wallon. Les huit personnes attendues, c'est-à-dire les sept ministres, plus le président du Parlement wallon (André Antoine, CDH), étaient à l'heure au rendez-vous, ce mercredi matin, pour la présentation à Namur de la nouvelle équipe.

1 Au CDH, on reprend (presque) les mêmes

Chez les humanistes, une confirmation. Le vice-président sortant, Maxime Prévot, cède le relais à son ancienne cheffe de cabinet, Alda Greoli, et redevient pleinement bourgmestre de Namur. M^{me} Greoli aura la double casquette ministérielle dans les gouvernements de la Région et de la Communauté française, où elle gère la Culture et la Petite Enfance. Cela signifie que si le CDH conserve tous ces postes ministériels dans les entités fédérées, il perd un ministre (il lui en reste cinq en tout).

De leur côté, Carlo Di Antonio et René Collin, deux des fidèles de leur président de parti Benoît Lutgen, sont reconduits dans leurs fonctions.

2 Au MR, les déçus du premier tour reçoivent leur chance

Chez les libéraux, les personnalités qui avaient loupé le premier tour des nominations ministérielles – comprenez : le casting du gouvernement fédéral – reçoivent à présent leur chance. Les nouveaux noms étaient tous des ministrables en 2014.

Les "reynandersiens" Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke sont récompensés pour leur opposition parlementaire pugnace contre l'ex-gouvernement wallon PS-CDH. Ils reçoivent deux très gros portefeuilles. L'Économie et l'Emploi pour M. Jeholet. Le Budget et l'Énergie pour M. Crucke.

Du côté des "michéliens", la députée wallonne Valérie De Bue monte dans le nouvel exécutif et le chef de groupe à la Chambre Denis Ducarme remplace Willy Borsus au gouvernement fédéral. Ce dernier devient ministre-Président wallon. Avant les élections de 2014, il était déjà le grand favori pour prendre la fonction si elle avait dû revenir au MR. La logique est respectée.

Les nouveaux ministres libéraux ont tous une bonne expérience politique. Ils devraient donc être opérationnels rapidement, ce qui est important puisqu'il leur reste moins de deux ans de boulot. Mais leur principal défi à court terme consistera à consti-

tuer leur cabinet. Le problème ne sera pas tant de déboucher des forces vives que de trouver de la matière grise, des experts de qualité étiquetés MR, alors que la plupart sont déjà dans les cabinets fédéraux.

3 Un gouvernement de quinquagénaires, très rural

Plus globalement, le nouveau gouvernement wallon est assez peu représentatif de la diversité wallonne. Tout d'abord, il ne comporte que deux femmes sur sept membres – c'est toujours mieux que le précédent avec une femme sur huit (Eliane Tillieux, PS)... Ensuite, il est très rural. Seule Alda Greoli vient d'une grande ville, Liège. Enfin, les ministres donnent l'impression de tous sortir du même moule sociologique. Notamment en regard de leur âge, autour de la cinquantaine. Pierre-Yves Jeholet est le plus jeune (48 ans), René Collin le plus âgé (59 ans).

4 Le CDH met la main sur la Fonction publique

En ce qui concerne la répartition des compétences entre le MR et le CDH, les présidents, Olivier Chastel et Benoît Lutgen, sont allés au plus simple. Les humanistes gardent leurs matières. Les libéraux reprennent celles du PS. A deux exceptions près.

Le MR, via Jean-Luc Crucke, prend à son partenaire la tutelle sur les aéroports wallons. Un enjeu de développement économique important. Plus fondamentalement, le CDH met la main sur la Fonction publique, habituelle chasse gardée des socialistes. Au fil des majorités PS-CDH, les deux partis avaient abondamment placé leurs hommes dans l'administration wallonne. Si un grand nettoyage y est attendu, surtout aux dépens des socialistes, le CDH évitera la purge promise par le MR et qui aurait pu l'atteindre.

Procédure

Le Parlement wallon se réunira probablement vendredi

Parlement. La motion de méfiance constructive contre le gouvernement sortant PS-CDH a été déposée mercredi en début d'après-midi au Parlement de Wallonie, a-t-on appris auprès de son président André Antoine (CDH). Un délai de 48 heures est donc ouvert avant qu'elle ne puisse être mise au vote en séance plénière, afin que l'assemblée élise dans la foulée le nouvel exécutif MR-CDH.

Bureau. Une conférence des présidents se réunira jeudi pour déterminer quand cette plénière pourra se tenir. Ce sera probablement vendredi. Mais la fixation de la date de cette séance devra prendre en compte l'avancée de la grossesse de deux députées de la majorité, Jacqueline Galant (MR) et Mathilde Vandorpe (CDH), dont les votes sont nécessaires pour atteindre les 38 voix d'une majorité dans l'assemblée wallonne. Mercredi, il n'y avait cependant toujours pas d'alerte du côté des futures mères. **A. C.** (avec Belga)

MINISTRE-PRÉSIDENT (MR)

La seconde fois est la bonne pour Willy Borsus

On est en septembre 2013. In tempore non suspecto. Les élections fédérales et régionales tombent neuf mois plus tard. Willy Borsus, chef de file MR au parlement wallon depuis 2009, se laisse aller à quelques confidences dans "L'Avenir". Il se verrait bien ministre-président wallon. Au scrutin de mai 2014, il a choisi de se présenter devant les électeurs wallons, comme tête de liste de la circonscription d'Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne. Il sera d'ailleurs réélu avec plus de 12 000 voix de préférence. Mais ce n'est pas – encore – l'heure du MR, qui sera maintenu à l'écart des exécutifs régionaux et communautaires.

Les réformateurs montent en revanche, seul parti francophone, dans l'attelage fédéral, sous la houlette de Charles Michel. Fidèle parmi les fidèles, Willy Borsus accepte d'épauler le Premier ministre. A ses côtés, il sera ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale.

Affable, aimable

Le coup de poker du 19 juin de Benoît Lutgen a changé la donne. Le MR monte à bord du gouvernement wallon. Après trois ans de détour par le fédéral, Willy Borsus redescend sur Namur. Cette fois, c'est la bonne: il prend la tête de l'exécutif wallon. Le nouveau patron connaît les matières sur le bout des doigts. Il travaille beaucoup, assidûment. Au cours des dix ans (entre 2004 et 2014) passés sur les bancs de l'opposition au parlement wallon, il s'est hissé au top des élus les plus actifs et les plus présents.

L'homme est affable, aimable, gentil, même s'il peut faire montre, à certaines occasions, d'assauts agressifs. Mercredi, juste après sa désignation, il exprimait sa volonté de mieux articuler les politiques régionales et fédérales. De faire en sorte que les rapports soient moins conflictuels entre

l'équipe wallonne et le gouvernement fédéral. *"Trop souvent, le comité de concertation a été un comité de confrontation, mais c'est en fait un véritable espace de dialogue"*, assure-t-il. Il y retrouvera en tout cas ses anciens camarades du gouvernement Michel. *"Je souhaite m'investir dans le comité de concertation, générer une addition de mesures à même de créer un cocktail détonant pour faire décoller la Région wallonne."*

"Les tartes au riz ne sont pas en danger"

Faire décoller la Wallonie! L'expression est amusante dans la bouche de ce fils d'agriculteur, viscéralement attaché à la terre. Willy Borsus (55 ans), marié et père de trois enfants, est né à Jannée, au premier étage du petit magasin tenu par ses grands-parents, en bordure de Nationale 4.

L'enfant a grandi dans la ferme familiale, dans le hameau de Mehogne. Dans la classe, unique, de l'école communale de Pessoux, il a fait toutes ses primaires avec le même instituteur, un homme sérieux, exigeant, très rigoureux. Sa jeunesse est rythmée par le travail à la ferme: la traite, le vêlage, le nourrissage des bêtes. Il garde un souvenir heureux du temps des fenaisons où on chargeait les ballots de foin à la main.

L'été dernier, le ministre fédéral de l'Agriculture s'était fendu d'un communiqué comique à la suite d'une rumeur laissant entendre que l'Afscsa souhaitait obliger les boulangers à utiliser du lait pasteurisé à la place du lait de ferme dans la recette de la spécialité verviétoise: *"Les tartes au riz ne sont pas en danger."* Willy Borsus s'était engagé personnellement dans cette crise, assurant que les traditions seraient respectées. Ce combat est resté dans les mémoires.

La présidence de l'exécutif wallon, ça risque aussi de ne pas être de la tarte.

An.H.

"Je souhaite m'investir dans le comité de concertation."

Willy Borsus

Le nouveau ministre-président wallon veut mettre de l'huile dans les rouages entre les étages fédéral et régional.

VICE-PRÉSIDENTE (CDH), MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE

Alda Greoli propulsée sous le feu des projecteurs

En devenant ministre francophone, en avril 2016, il y a juste 15 mois, Alda Greoli passait de l'ombre (le cabinet de Maxime Prévot, ministre wallon de la Santé) à la lumière. Une surprise, sortie du chapeau du président du CDH, pour remplacer Joëlle Milquet, démissionnaire, à la Culture. La voilà, depuis mercredi, carrément sous le feu des projecteurs. Nommée ministre wallonne de l'Action sociale et de la Santé, elle devient aussi le numéro deux du gouvernement (comme vice-présidente CDH). C'est ce qu'on peut appeler une carrière fulgurante. D'autant qu'Alda Greoli garde ses fonctions à l'exécutif de la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles), dont elle est (aussi) la vice-présidente et où elle gère, en plus de la Culture, les portefeuilles de l'Education permanente et de la Petite Enfance.

Double casquette et barque pleine

N'en jetez plus, la cour est pleine! Coiffée d'une solide double casquette (gouvernement wallon/gouvernement francophone), Alda Greoli sera la seule ministre à faire la navette entre Namur et Bruxelles. Entre un nouvel exécutif MR-CDH et une majorité PS-CDH en état de mort cérébrale – bonjour la schizophrénie (lire son interview p. 9)!

Mais pas de quoi faire peur à cette femme de 54 ans, franche, au caractère bien trempé, rompue aux négociations, mais toujours à l'écoute. Elle est décrite comme enthousiaste et déterminée. Une vraie "bête de travail" pour ceux qui la connaissent, en politique, comme en dehors. Spadoise d'origine, cette maman de trois grands garçons vit aujourd'hui à Liège après un détour de quelques années par

"Je suis plutôt une femme de ponts qu'une femme de rupture."

Alda Greoli

Elle porte désormais une double casquette de vice-présidente de l'exécutif wallon et de l'exécutif francophone.

Schaerbeek. Informaticienne de formation, elle a fait ses armes en politique comme conseillère communale à Spa. Elle s'engage dans le même temps dans des projets sociaux : accueil extrascolaire, écoles de devoirs, bibliothèque de rue...

Remarquée par Philippe Maystadt

En 1997, Philippe Maystadt, alors président du PSC (qui deviendra CDH en mai 2002), la remarque. Elle devient secrétaire nationale du parti pour le secteur non marchand. En 2001, sa carrière prend un nouveau tour: elle entre à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes comme directrice du département socio-éducatif. Sans tourner le dos à son parti, elle rejoint en août 2005, pour quelques mois, le cabinet de Laurette Onkelinx (PS), alors vice-Première ministre pour les matières de sécurité sociale, d'emploi, de pensions et de santé. Elle retourne ensuite aux Mutualités chrétiennes, au poste de secrétaire nationale, de 2006 à 2014.

Quand elle entre au cabinet de Maxime Prévot, en 2014, elle s'occupe de la mise en place des nouvelles compétences transférées aux entités fédérées par la 6^e réforme de l'Etat: assurance autonomie, organisation des soins de santé, personnes âgées, Aviq (agence pour une vie de qualité)...

En lui remettant les clés de la Culture, en avril 2016, Joëlle Milquet lui avait offert un livre sur le bouddhisme – qui passionne Alda Greoli. Utile pour prendre distance face aux critiques de l'opposition, avait ironisé Milquet. L'opposition? Mais laquelle? Alda Greoli aura cette fois deux fers au feu.

An.H.

VICE-PRÉSIDENT (MR), MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Jeholet pourra enfin montrer de quoi il est capable

Régionaliste récemment assumé de la cause, le nouveau vice-président wallon ayant en charge l'Économie, l'Emploi et la Formation vient de Herve. Et comme le fromage régional, il dégage... Certaines de ses outrances sont homériques, même si sa sincérité n'est pas discutable. Lorsqu'à la tribune du parlement wallon, en pleine crise politique, il harangue son homologue socialiste, Christophe Collignon en lui envoyant au visage : *"Vous allez vous habituer à l'opposition"*, le ton est menaçant. Trop sans doute, mais il est comme ça Pierre-Yves Jeholet (49 ans). Il s'emporte, il s'énerve, il gueule, il martèle. Lorsqu'il tient un bon mot il s'en sert jusqu'à l'usure et vous le ressert pendant quatre mois. Après, mais pas toujours, il passe à autre chose. Un autre slogan, une autre métaphore parfois légère, parfois amusante. Après s'être fait traiter de Rémy Bricka par Jeholet, une éminence socialiste nous dira entre deux portes : *"On voit bien que sa culture générale s'arrête aux programmes télé d'Antenne 2 dans les années 80."*

Herve un jour, Herve toujours

De Herve, il vient. A Herve il restera. Il confie un jour, en marge d'une interview, qu'il avait fait savoir à Charles Michel sa volonté de ne pas briguer un poste de ministre fédéral en 2014. Le bureau de bourgmestre, il l'a investi en 2012, et il veut y rester. De toute évidence, il a changé de point de vue. Peut-être pressentait-il, à l'époque, que sa proximité avec Didier Reynders dont il fut le porte-parole était un désavantage pour lui, l'ancien animateur de radio Ciel.

Il n'est pas le premier et ne sera pas le dernier à renier sa parole. Mais après autant d'années dans l'opposition au Parlement wallon, peut-on vraiment lui reprocher de céder aux sirènes ministérielles? L'homme est sincère. Il ne peut

pas refuser d'aller montrer à "tous ces socialistes" ce qu'il est capable de faire. Au conseil communal de Herve en tout cas, on sera ravi de compter un deuxième ministre. Jeholet y côtoie en effet la ministre de l'Enseignement en Communauté française, Marie-Martine Schyns (CDH) – dans l'opposition.

L'homme est un fonceur, quitte à se contredire. Lorsqu'il annonce vouloir lier le versement des allocations familiales à la présence à l'école, les critiques pleuvent sur lui. Il n'en a cure. On a parlé de lui et de son idée. Même si sa proposition contrevient au principe d'"un enfant égal à un enfant" qu'il brandira pourtant à Maxime Prévot lorsque celui-ci présentera sa réforme des allocations.

Pierre-Yves Jeholet a ses passions, Herve, on l'a dit, mais aussi la tenderie. Une pratique de chasse aux grives, qualifiée de barbare par certains et qu'il ne peut plus pratiquer parce qu'interdite en Wallonie. Au début des années 2000, on pouvait le voir, en commission du parlement wallon face au jeune ministre Benoît Lutgen, transcendant les logiques partisanes, pour défendre cette tradition qui le prend aux tripes. Aux côtés du député Louis Smal (CDH), il livrait un débat passionné et presque passionnant.

Le désormais ministre va devoir dompter ses ardeurs.

S.Ta.

*"Il faut casser
les codes, briser
les tabous, changer
la mentalité,
la façon de gérer
l'argent public."*

Pierre-Yves Jeholet

MINISTRE (CDH) DE L'ENVIRONNEMENT

Carlo Di Antonio, le Dourois reconduit

Aucun changement en vue pour Carlo Di Antonio (CDH). Le ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité, des Transports et du Bien-être animal, en poste depuis 2014, restera chargé de ces matières. Le quinquagénaire originaire de Dour, dont il est le bourgmestre, est bio-ingénieur de formation.

Après être passé brièvement par Ecolo durant ses études à l'UCL, Carlo Di Antonio se présentera vingt ans plus tard, en 2000, aux élections communales de Dour.

La machine est lancée et, deux ans plus tard, Joëlle Milquet l'appelle à rejoindre l'équipe du PSC afin d'organiser l'évolution du parti vers le CDH.

En 2004, Carlo Di Antonio devient député wallon et, en 2006, ce grand sportif remporte les élections communales et devient bourgmestre de sa commune d'origine.

En 2009, il remplace Benoît Lutgen et devient ministre des Travaux publics et de l'Agriculture.

En 2014, il mène la liste CDH de l'arrondissement de Mons, est réélu député et prête déjà serment comme ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité, des Transports et du Bien-être animal.

Bis repetita placent...

L. V.

MINISTRE (CDH) DE L'AGRICULTURE

Le Luxembourgeois René Collin garde son portefeuille

René Collin, originaire de la province de Luxembourg, conservera les matières dont il est chargé depuis 2014 et qui lui tiennent à cœur : l'Agriculture, la Nature, la Forêt, la Ruralité, le Tourisme et le Patrimoine.

Le ministre CDH de 59 ans, né d'un père facteur et d'une mère agricultrice, a suivi des études de droits à l'UCL avant de devenir conseiller auprès du secrétaire d'Etat à l'Agriculture et aux Affaires européennes, Paul De Keersmaecker (CD&V).

A 25 ans, il commence son premier mandat politique et devient conseiller communal, à Erezée, sa commune natale, dont il sera bourgmestre de 1994 à 2006.

Alors qu'il vient d'être nommé bourgmestre, il est appelé, en 1995, par Guy Lutgen (PSC), alors ministre wallon de l'Agriculture, à devenir chef de cabinet.

Cela fait maintenant plus de dix ans que René Collin s'est spécialisé dans les matières dont il est chargé aujourd'hui. En 2006, il est en effet désigné député provincial pour le Luxembourg, chargé des Finances, de l'Economie, de l'Agriculture et du Tourisme avant de devenir ministre wallon en 2014 et de s'installer, un an plus tard, à Marche-en-Famenne.

L. V.

MINISTRE (MR) DES POUVOIRS LOCAUX

Valérie De Bue, une pure "michélienne"

Dans le Brabant wallon, au MR, vous êtes "michélien" ou vous n'êtes pas. Non seulement Valérie De Bue fait partie du bon clan, mais, en plus, elle est réellement proche de Charles Michel, Premier ministre et vrai patron de son parti.

En 2014, cette proximité, ainsi que ses bonnes connaissances en matière de mobilité lui valent d'apparaître sur la liste des ministrables du gouvernement fédéral. Loupé. Trop tôt. L'indispensable respect des équilibres internes au parti, notamment géographique (elle est de la même province que le Premier ministre), lui était trop défavorable.

Trois ans plus tard, son tour est venu à la faveur d'un improbable renversement de majorité. Elle devient ministre wallonne des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives.

Si Valérie De Bue est née dans le Brabant flamand, à Vilvorde, le 7 octobre 1966, elle est bien un pur produit de la "jeune province" wallonne. Elle étudie à l'UCL (Université catholique de Louvain-la-Neuve) où elle obtient une licence en sciences économiques et une spécialisation en aménagement du territoire et en urbanisme. Et elle entre dans la foulée à l'IBW,

l'Intercommunale du Brabant wallon.

Passée par le cabinet de Charles Michel

En 2000, elle fait ses premiers pas en politique en intégrant le cabinet d'un certain Charles Michel, tout jeune ministre wallon (24 ans) des Affaires intérieures. Une compétence dénommée aujourd'hui les... Pouvoirs locaux. C'est dire si elle est censée maîtriser sa matière. On s'en fera une idée rapidement puisqu'elle aura la lourde tâche de mener à bien toute une série de projets en matière de gouvernance, conséquences de l'affaire Publifin/Nethys.

La première fois que Valérie De Bue est élue, c'est en 2000, au conseil communal de Nivelles. En 2003, elle entre à la Chambre des représentants. A partir de 2006, elle cumule son poste de députée fédérale avec celui d'échevine à Nivelles, puis de première échevine. Elle devra toutefois abandonner sa fonction locale lors de son entrée au Parlement wallon en 2014 en raison des règles de cumul. Lors de ce scrutin régional, elle réalise au passage le premier score en voix de préférence dans sa province.

La libérale a une personnalité qui dénote en politique. Consensuelle, un peu effacée parfois, loin des postures matamoresques de la plupart de ses collègues masculins, elle évite les conflits et préfère les relations cordiales avec autrui. Son caractère enjoué, sincèrement aimable, est d'ailleurs très apprécié tant par ses collègues de parti que ses adversaires politiques. Pour imposer ses positions, on l'a dit malgré tout capable de fermeté. Elle en aura bien besoin face à Stéphane Moreau, le grand patron de Nethys.

A. C.

Maxime Prévot se recentre sur Namur

Comme on le présentait, le vice-président du gouvernement wallon, Maxime Prévot (CDH), a profité du changement de majorité pour anticiper son retour comme bourgmestre de plein exercice de la ville de Namur. D'ici quelques jours, il reprendra donc les compétences mayorales qu'exerçait pendant son "absence" l'échevine MR Anne Barzin.

Mais Maxime Prévot ne quitte pas totalement la politique wallonne puisque, au contraire du Carolo Paul Magnette (PS), il cumulera ce mayorat avec son mandat de député régional, comme les règles wallonnes l'y autorisent : au scrutin régional de 2014, il a en effet obtenu un taux de pénétration suffisamment important pour entrer dans les conditions prévues par le décret décumul. Sa suppléante Clotilde Léal-Lopez va donc quitter le Parlement.

M. Prévot justifie ce cumul. D'une part, le gouvernement wallon étant désormais privé de tout repré-

sentant de la province de Namur, il veut défendre ses intérêts sur les bancs du Parlement. D'autre part, il estime que les règles wallonnes en matière de décumul sont déjà les plus strictes de tous les parlements du pays. Avant de les durcir encore, il suggère aux autres assemblées d'en faire autant. Enfin, il souhaite faire avancer certains dossiers au niveau wallon, notamment concernant les personnes handicapées, qui lui tiennent à cœur.

Maxime Prévot cumulera donc jusqu'au terme de la législature. Au-delà de 2019, "beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts", prédit-il, disant au passage tout le mal qu'il pense de la chasse aux cumulards. "On adresse le carton rouge au mauvais joueur", estime l'ancien arbitre de football qu'il est. "Dans tous les scandales qui se sont produits récemment, aucun ne trouve son origine dans l'exercice conjoint d'un mandat de bourgmestre/d'échevin et de député."

L.G.

MINISTRE (MR) DU BUDGET

Les fidélités de "Monsieur Crucke"

De Jean-Luc Dehaene, il a le prénom, le crâne chauve, les lunettes peut-être aussi et le déboulement taurin. Mais la comparaison s'arrête là. Son libéralisme, le nouveau ministre wallon du Budget l'a chevillé au corps et jamais vous ne le verrez agir comme un social-chrétien des années 80-90.

"Monsieur Crucke" (55 ans) est un orateur hors pair. La colère feinte, il maîtrise. La bonne blague aussi. Il est l'autre régionaliste militant du MR, avec Jeholet. Si, en 2014, tout le monde le voyait ministre, il a sans doute payé sa proximité avec Didier Reynders. Un poste de chef de groupe au Parlement wallon, lui revenait-il de droit ? Jean-Luc Crucke n'aurait pas démerité, mais le fait que son ami politique de longue date, Pierre-Yves Jeholet, reçoive le poste ne le conduit pas à la déprime. Comme lot de consolation, il devient vice-président de son parti. En 2015, c'est au Parlement wallon où il siège sans discontinuer depuis 2009 qu'il reprend aussi la vice-présidence, laissée vacante après le décès de sa collègue Véronique Cornet.

A Namur, la majorité voit en lui un ennemi politique dur, mais respecté. Même si son côté "cadastrolâtre" énerve aussi. Il aura réclamé au moins 200 fois un cadastre des points APE qu'il pourra désormais commander à son copain Jeholet, nouveau ministre

de l'Emploi.

C'est sur le terrain local que "Monsieur Crucke" fait ses armes en politique. Elu pour la première fois dans sa commune de Frasnes-lez-Anvaing, il devient tout de suite 1^{er} échevin. En 1997, il ceint l'écharpe maïorale qu'il conserve encore jalousement aujourd'hui. Licencié en droit et en droit international de l'UCL et de l'université de Gand, il est toujours avocat. Son secret ? Il dort peu, dit-il.

Fidèle en amitié

Jean-Luc Crucke prend le train et adore la marche. En août 2016, il a d'ailleurs traversé la Wallonie à pied et en plusieurs fois. En tout, le bonhomme a avalé près 900 bornes.

Il sait aussi se faire des amis. En particulier au PS, où le dernier copain en date est son collègue de la commission Publifin, Patrick Prévot. Il apprécie aussi le ministre Christophe Lacroix (PS) qu'il clame avoir en haute estime publiquement et très souvent. Et quand il vous aime, Jean-Luc Crucke, il est fidèle. Dans un entretien à "La Libre" du 6 mai 2016, il disait ceci à propos de Didier Reynders : "Je suis proche de Didier Reynders et ça ne changera jamais. Si le prix de l'amitié, c'est ça, alors tant pis. Je ne suis pas malheureux. Je ne vais pas renier ce que j'aime pour un strapontin."

On se rappellera que le tout frais ministre avait aussi fait parler de lui d'une manière un peu désagréable lors du bras de fer qui opposait le gouvernement wallon et les transporteurs routiers sur la redevance kilométrique. On avait vu sur une chaîne de télé locale, un transporteur – qui bloquait une autoroute – dire au journaliste qui l'interrogeait qu'il venait "d'avoir Jean-Luc Crucke au téléphone, il m'a dit de continuer". On découvrait alors chez l'élu un tempérament de Ravachol qu'il ne tolérera désormais pas, on imagine, d'un adversaire politique.

Le ministre Crucke va désormais venir au Parlement un peu moins souvent. Et désormais c'est lui qui répondra aux questions.

Stéphane Tassin

"Si le président du CDH, Benoît Lutgen, ne comprend pas qu'il est en train d'être encerclé par Prévot, il ne le comprendra jamais."

Jean-Luc Crucke
Extrait d'une interview à "La Libre" le 6 mai 2016.

L'INTERVIEW

“Je ne veux pas d'un avenir morose pour notre région”

Entretien Laurent Gérard

Willy Borsus (MR) sera bientôt le nouveau ministre-Président de la Wallonie. Il s'est confié à “La Libre”.

En 2014, dans l'hypothèse où le MR était monté au gouvernement wallon, on avait cité votre nom comme ministre. Trois ans plus tard, vous voici ministre-Président. Une consécration ?

En 2014, ce n'était pas illogique que le MR monte au gouvernement car nous avions fortement progressé, en passant à 25 sièges (16). C'était le meilleur résultat de l'histoire du MR en Wallonie. Mais les circonstances de 2014 étaient tout autres.

Quelle a été votre réaction en voyant l'appel de Benoît Lutgen à créer des majorités sans le PS ?

Ce fut une vraie surprise. On entendait bien qu'il y avait des tensions au gouvernement wallon. Mais je ne m'imaginai pas que cela mènerait, couplé à d'autres dossiers comme le Samusocial, à une chute du gouvernement wallon.

Et après, vous êtes-vous dit que c'était une opportunité historique de mettre le PS dans l'opposition ?

On n'a pas réagi dans ces termes-là. On devait prendre nos responsabilités face à une situation extrêmement difficile. Mais pas dans n'importe quelles conditions. Les négociations ont donc été longues. On a souhaité des réformes économiques, de gouvernance, des objectifs ambitieux notamment en matière de soutien au pouvoir d'achat ou d'environnement (avec la fin des voitures diesel en 2030). On a voulu réécrire une déclaration de politique régionale (DPR) ambitieuse et forte, même si l'on n'a que 21 mois devant nous. Nous avons voulu du changement. Pouvez-vous tolérer que depuis 20 ans, on entend que la Wallonie ne résorbe pas l'écart avec les autres régions ? Il y a en Wallonie une personne sur quatre ou cinq, selon les endroits, qui risque de vivre ou qui vit sous le seuil de pauvreté. Est-ce que l'on se rend compte de ce que cela représente ? À certains endroits, le taux de chômage des jeunes dépasse 25%. On a vraiment un besoin impérieux de changer de politique. Car les résultats n'ont pas été là, ou pas suffisamment. Et je ne veux pas d'un avenir morose pour notre région.

Votre majorité parlementaire est étriquée (38 sièges sur 75). Il va falloir beaucoup de discipline de parti. À l'évidence, elle est courte. Mais la forte cohésion va contrebalancer cette limite arithmétique.

Est-ce que l'axe MR-CDH qui vient de se constituer donne un avant-goût de ce que sera l'après-2019 ?

L'accord qui nous unit nous mène en 2019. Nous n'avons pas écrit d'accord ni de préaccord pour 2019 ou au-delà. Il est clair, par contre, que la législature est courte et que nous escomptons que certains résultats se produiront d'ici 2019 mais

aussi que d'autres dépasseront la législature, que des processus se poursuivront. Mais des processus ne sont pas des coalitions.

Comment se fait-il que le CDH obtient autant de postes-clés (quatre si l'on tient compte de la présidence du Parlement) alors qu'il occupe deux fois moins de sièges (13/25) que le MR ? Le MR s'est-il fait avoir ?

Je me permets d'apporter un correctif. Le MR dispose de quatre postes dont la présidence de l'exécutif, qui est quand même valorisée, tandis que le CDH n'a que trois ministres. Ce n'est donc pas “fifty-fifty”. Mais au-delà de cette arithmétique, nous avons privilégié le fond, les réformes, plutôt que d'équilibrer la balance jusqu'au dernier carat. Ce qu'on attend de nous, c'est que l'équipe soit déterminée et unie, et je suis optimiste à cet égard.

Vous parlez du fond. Sous-entendez-vous que le MR est particulièrement bien servi dans la DPR ?

Je suis heureux de la tonalité emploi, activité économique, responsabilisation... Sur le parcours d'intégration, on ajoute des éléments : il est obligatoire, avec des sanctions possibles... Je retrouve beaucoup d'accents très chers au MR. Mais un ac-

cord politique est toujours le fruit d'une dynamique entre négociateurs et c'est un compromis.

Comment financerez-vous la suppression de la télé redevance ? Les rationalisations annoncées ne vont pas générer 100 millions d'euros d'économies dès 2018.

Il y a un panel d'éléments dans la gestion budgétaire et financière de la région wallonne qui sont sur la table. La rationalisation des structures, mais aussi la gestion des subsides (rationalisation des moyens et fin du saupoudrage) et la gestion dynamique de la dette, ainsi que des économies de fonctionnement. Voilà déjà quatre volets qui vont participer à la compensation de cette “non-redevance”. Nous n'avons pas voulu simplement supprimer la télé redevance et reprendre l'argent autrement dans la poche des contribuables. Cela n'avait pas de sens. Au contraire, nous allons soutenir le pouvoir d'achat via l'exonération élargie des droits d'enregistrement pour la première habitation, une déduction fiscale au bénéfice des familles dont les enfants louent des kots à longue distance, des éléments liés au droit de donation...

Vous allez bientôt déménager à Marche, où vous serez candidat bourgmestre face à votre collègue ministre CDH René Collin. Si vous êtes élu bourgmestre, quitterez-vous la ministre-présidence wallonne ?

L'accord de gouvernement prévoit clairement ceci : si l'on est ministre et bourgmestre, on doit se mettre totalement en congé de sa fonction de

bourgmestre. Et si les Marchois me désignent bourgmestre, je respecterai la loi. Du reste, cela n'aurait aucun sens d'être aujourd'hui désigné à la ministre-présidence et de la quitter l'an prochain. Je serai en congé de ma fonction de bourgmestre tant que j'exercerai une fonction exécutive.

“Cela n’aurait aucun sens d’être aujourd’hui désigné à la ministre-présidence et de la quitter l’an prochain si je suis élu bourgmestre.”

LE POINT DE VUE

Alda Greoli : “Ne parlons pas déjà de l’après-2019”

Entretien Antoine Clevers

Elle était encore inconnue du grand public il y a moins d'un an et demi. Le 16 avril 2016, Alda Greoli (CDH) était nommée vice-Présidente du gouvernement de la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles), chargée de la Culture. La voilà à présent propulsée vice-Présidente du gouvernement wallon, chargée entre autres de la Santé.

M^{me} Greoli, votre ascension est fulgurante.

Franchement, je ne sais pas. Par contre, c'est la volonté d'avoir une ministre avec la double casquette pour faire le lien entre la Région wallonne et la Communauté française. C'est aussi le choix de la cohérence entre des matières. Je suis passionnée par le bien-être de notre population. Que ce soit la Culture, la Petite Enfance, la Santé en tant que telle... Ce sont des matières dans lesquelles je pourrai m'investir dans les deux gouvernements.

Vous n'allez pas vous ennuyer avec toutes ces compétences...

(Rires) Je n'ai besoin que de cinq heures de sommeil par nuit.

Cela dit, votre président de parti ne vous a pas un peu trop chargé la barque ?

Un ministre n'est jamais seul. J'ai une équipe efficace et performante. Et ce sont des matières que je connais pour avoir été la cheffe de cabinet de Maxime Prévot, à qui je succède. Je suis opérationnelle tout de suite.

Vous êtes à présent en alliance avec le MR en Wallonie, mais avec le PS en Communauté, alors que vous n'en voulez plus. Position schizophrénique, non ?

Je suis plutôt une femme de ponts qu'une femme de rupture. Mais, un : les présidents de parti du CDH et du MR voulaient que quelqu'un fasse le lien entre la Région et la Communauté. Et deux : nous avons toujours l'intention de trouver une solution pour changer aussi de majorité en Communauté française. Cela dit, après le 19 juin (*jour où le CDH a débranché la prise des gouvernements, NdLR*), Rudy Demotte (ministre-Président PS), Jean-Claude Marcourt (vice-Président PS) et moi avons repris le dialogue pour faire avancer les dossiers qui devaient l'être. Sur la rentrée scolaire, par exemple, ou le prix unique du livre. Je n'aurai pas de comportement qui conduirait à mettre en difficulté l'intérêt des citoyens, même si la volonté, elle est claire, elle est nette, il faut changer de majorité en Communauté française.

Mais le statu quo pourrait durer combien de temps ?

Je ne vais pas enfermer les présidents de parti dans un agenda.

L'accord du gouvernement wallon est très dense et semble déjà valoir pour le lendemain des élections régionales de 2019. Un axe MR-CDH s'est-il formé ?

L'accord est suffisamment dense, en effet, pour avoir du travail dès demain et dans les deux ans qui viennent. Mais je ne pense pas qu'il faille pour l'instant parler de l'après-2019.

Luxembourg

La drôle de collaboration entre Borsus et Collin

Marche-en-Famenne. Si deux Namurois (le CDH Maxime Prévot et la PS Eliane Tillieux) quittent le navire gouvernemental, deux Marchois y embarquent. Willy Borsus devient ministre-Président et René Collin est prolongé dans ses fonctions ministérielles. Deux fortes têtes pour une même ville de moins de 20 000 habitants, Marche-en-Famenne. Et deux candidats bourgmestres déclarés dans la perspective des élections communales de 2018... Plus largement, c'est aussi le leadership dans la province du Luxembourg qu'ils se disputent.

Affrontements. Par le passé, les deux hommes se sont déjà directement affrontés par niveaux de pouvoir interposés (ils géraient tous les deux l'Agriculture – Borsus au fédéral, Collin en Wallonie). C'était le cas il y a un an, par exemple, lors de la Foire de Libramont, autour du développement de la filière agricole bio. Les deux ministres vont donc devoir apprendre à mettre leurs différends en veilleuse, sans quoi, il pourrait faire chavirer leur majorité.

A. C.

VU DE FLANDRE

“L'Orange bleue met en selle Michel bis”

Entretien Christian Laporte

On le lira ci-contre, les éditorialistes flamands réagissent plutôt positivement à la mise sur pied de l'alliance MR-CDH et son projet de “Wallonie forte”. Une évolution... et même une petite révolution qui, selon le politologue Carl Devos (UGand), devrait remettre en selle un gouvernement Michel II en 2019. Avec des assises renforcées dans sa dimension francophone.

Comment le Nord du pays réagit-il à l'Orange bleue wallonne ?

Plutôt positivement, même si on s'interroge avec quelque anxiété sur ce qui va se passer aux gouvernements bruxellois et communautaire. En fait, la Flandre se rend compte qu'il devrait être plus facile pour les différents gouvernements de tous niveaux de mener dans les mois à venir des politiques allant globalement dans le même sens puisqu'on retrouve désormais à Namur les mêmes grandes familles politiques qu'au fédéral et dans le gouvernement flamand. Mieux : la déclaration de politique générale comprend nombre de points que le Nord entend aussi voir se concrétiser. Puis ce n'est symboliquement pas rien de voir que le PS va se retrouver dans l'opposition après près de 30 ans de pouvoir ininterrompu; c'est une révolution en soi. Je constate en même temps aussi le rare mutisme du SP.A et de Groen.

On n'a pas entendu davantage Bart De Wever. Les médias flamands disent qu'il a autant de raisons de se réjouir que de déplorer ce rapprochement... qui éloigne l'image d'une Flandre et d'une Wallonie tellement peu conciliables que la fin de la Belgique s'impose.

Il est certainement content du virage politique pris, puisque le

PS doit abandonner le pouvoir, mais, contrairement à ce qu'on peut penser, cela ne devrait pas infléchir son discours récurrent sur les deux démocraties, celle du Nord et celle du Sud, car il ne manquera pas de dire que la majorité de centre droit est très étroite et que la gauche peut revenir en force. Et puis, il y a toujours les deux incertitudes précitées. Par contre, il doit se frotter les mains que l'on pourrait élargir la base francophone du gouvernement fédéral.

Avec de surcroît un accord budgétaire fédéral...

Permettez-moi de préciser qu'ici il faut quand même attendre la rentrée politique d'automne pour vérifier si l'on pourra tenir tout ce qui a été promis. Qui plus est, si le MR fonce au fédéral, les partenaires flamands continuent à se disputer. C'est encore et toujours le “kibbelkabinet”, un gouvernement de chameilleurs, dans toute sa splendeur. Je pense aux récentes répliques de Mark Eyskens et d'Herman Van Rompuy aux propos de Theo Francken sur l'accueil des réfugiés sur nos frégates. On perçoit un réel ras-le-bol des deux partenaires traditionnels flamands vis-à-vis de la N-VA, mais je ne pense pas qu'ils iront jusqu'à enlever la prise.

Un gouvernement Michel II est-il si évident que cela, alors qu'on constate que plusieurs N-VA ont envie d'en découdre de nouveau sur le plan communautaire ? En vue, très clairement, d'une 7^e ré-

forme de l'Etat...

Du côté des alliés flamands, on n'est en tout cas pas demandeur; on l'est même de moins en moins, certainement à l'Open VLD et dans une certaine mesure au CD&V. On ne peut pas exclure quelques réaménagements institutionnels, par exemple autour du Sénat, qui est plus que jamais en sursis, mais pas un grand chambardement comme au début de la décennie.

“Bart De Wever est certainement content du virage politique pris en Wallonie.”

Carl Devos

Politologue à l'Université de Gand.

Revue de presse

Des iconoclastes wallons... modèles pour la Flandre ?

Editos perplexes. Le nouveau gouvernement wallon a aussi fait l'actu en Flandre. Avec ci et là des plumes perplexes. Dans le "Standaard", Bart Brinckman accorde "le bénéfice du doute" car il se demande si "la 'Wallonie forte'

pourra vraiment mettre fin à l'Etat-PS et à son clientélisme". Il remarque finement qu'il faudra aussi rationaliser l'enseignement qui relève de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Indépendance reportée. Wim Vande Velden s'est attardé dans "De Tijd" au dilemme de la N-VA car "la révolution wallonne ne rapproche pas l'indépendance flamande. Tout au contraire..."

Mains propres, apparence propre.

Dieter Dujardin du "Laatste Nieuws" espère que le monde politique wallon réalisera vraiment son programme et que "le renouveau politique ne soit pas qu'une redistribution du pouvoir".

Avant-garde wallonne. Liliana Casagrande applaudit la volonté de meilleure gouvernance dans le "Belang van Limburg". Et invite la Flandre à... s'inspirer de la réforme des provinces et de la fin du diesel en 2030. **C.Le**

REMPACEMENT

Isabelle Galant profite du jeu de chaises musicales

La nomination de Denis Ducarme au poste de ministre de l'Agriculture en remplacement de Willy Borsus libère son siège de député fédéral MR. C'est sa suppléante Isabelle Galant, sœur de l'ex-ministre fédérale de la Mobilité, Jacqueline Galant, qui l'occupera. Une revanche sur le sort, en somme. Auparavant bourgmestre de Lens, une commune adjacente à Jurbise, celle de sa sœur, elle a été délogée de ses fonctions maïorales le 20 avril 2015 après le vote d'une motion de méfiance qui avait été déposée contre sa majorité.

Georges-Louis Bouchez ironise

La nouvelle de l'arrivée d'Isabelle Galant à la

Chambre n'a pas manqué de froisser le libéral Georges-Louis Bouchez, adversaire déchu de Jacqueline Galant lors de l'élection à la présidence de la fédération MR de l'arrondissement de Mons-Borinage. Bouchez semble avoir une dent contre la famille Galant depuis que ce dernier a perdu son siège de député wallon à la suite de la démission de Jacqueline Galant de son poste de ministre fédérale en avril 2016 et son retour en Wallonie. C'est sur Twitter que le jeune loup l'a fait savoir. Probablement irrité de ne pas avoir été nommé ministre par son président de parti, Olivier Chastel (MR), il a tweeté ironiquement mardi à propos d'Isabelle Galant : "Je suis encore trop ébloui de la montée à la Chambre d'Isabelle Galant... J'ai toujours aimé l'excellence."

Clarival ou Miller en tant que chef du groupe MR

Reste à voir qui deviendra le nouveau chef du groupe MR à la Chambre à la place de Denis Ducarme. Une tâche ardue qui consiste à faire front contre une opposition francophone musclée. Cela se jouera entre David Clarival, député-bourgmestre de Bièvre, et Richard Miller.

L.V.

MINISTRE FÉDÉRAL

Denis Ducarme, chien de garde du libéralisme francophone

Portrait Christian Laporte

Lors de la formation du gouvernement Michel, en octobre 2014, on le voyait ministre de la Défense. Non sans raison: comme vice-président de la commission de la Chambre éponyme, Denis Ducarme avait fait montre d'un très bonne connaissance de l'armée et de tout le poto-poto environnant. Pour lui, la "grande muette" devait surtout être plus... militaire qu'humanitaire, ce qui l'opposa plus qu'à son tour à André Flahaut lorsqu'il occupait le cabinet de la rue Lambertmont.

Ducarme semblait donc plus dans la ligne de son successeur Pieter De Crem mais il fallut se détromper: le fils de Daniel monta plus d'une fois au front contre l'Excellence CD&V dont il trouvait le plan de restructuration bien trop favorable à la Flandre. Conséquence lointaine ou non: cet élu du Hainaut (Momignies) qui

a vu le jour à Watermael-Boitsfort en 1973 et qui siège depuis 14 ans au Parlement resta sur le carreau.

Un fort en gueule

Aussi sans doute pour une raison tactico-stratégique: d'aucuns estimerent qu'il conviendrait mieux comme chef de groupe MR à la Chambre face à une méga-opposition francophone qui ne manquerait jamais de rappeler que le MR s'était jeté dans les bras de la Flandre et, pire encore, de la N-VA.

Ce plutôt "fort en gueule" se retrouva donc comme chien de garde du libéralisme francophone au Parlement, toujours prêt à sortir ses crocs contre ceux qui attaquaient Michel J'.

L'heure était venue de le récompenser de cette vigilance récurrente et le voilà donc (futur) ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale. En le pro-

pulsant ministre, les libéraux devront retrouver un chef de groupe à la Chambre aussi au fait que lui des tensions mais aussi des bonheurs du vivre ensemble...

Car ce laïque de conviction, qui plaïda infatigablement pour une séparation plus stricte des Eglises et de l'Etat, est un homme de dialogue comme on a pu en juger à moult reprises dans des débats publics mis sur pied par des institutions de tous bords et de toutes obédiences.

Présenté comme très hostile à l'islam, c'est lui qui fit venir à la Chambre l'imam de Drancy, Hassem Chalghouini, et le fit entrer en dialogue avec l'évêque de Tournai, Guy Harpigny, le Grand Rabbin de Bruxelles, Albert Guigui, et la secrétaire générale du Centre d'action laïque, alors Eliane Deproost...

Se disant libéral-social sur le plan socio-économique, il ne cache pas qu'il est de droite en matière de sécurité, de justice et d'immigration.